

Le Premier ministre a affiché une belle ambition : accueillir 500 000 étudiants étrangers dans les universités françaises – au lieu de 320 000 aujourd'hui.

Malheureusement, au même moment, il est envisagé d'augmenter très significativement les droits d'inscription que devront acquitter ces étudiants étrangers.

Je tiens à exprimer mon total désaccord avec une telle mesure, comme l'ont fait unanimement les présidents d'université.

En effet, même plus élevés, nos droits d'inscription pourront apparaître comme une aubaine pour les étudiants issus de pays – anglo-saxons notamment – où les droits d'inscription sont encore beaucoup plus élevés que ce qu'ils seront après l'augmentation en France.

Mais pour les étudiants des pays plus pauvres, et pour les étudiants pauvres des pays pauvres (il y a partout des privilégiés), la marche sera infranchissable, et beaucoup seront contraints de renoncer à venir faire des études en France.

Or, la venue des étudiants internationaux en France est bien sûr, pour beaucoup, une chance, la chance de faire des études.

Mais elle est aussi un atout pour la France, pour notre rayonnement dans le monde, pour la francophonie, pour la culture et pour l'économie.

J'ajoute que, pour parvenir au chiffre de 500 000 étudiants internationaux en France, il faut donner plus facilement des visas – c'est parfois un combat de tous les jours – et éviter que, lorsqu'un jeune étudiant arrive à Paris, il soit contraint de suivre un parcours du combattant administratif, qui ne constitue pas le meilleur accueil possible dans notre pays !

Jean-Pierre Sueur

>> [Lire la déclaration des présidents d'universités](#)